

L'Inde abandonne un accord militaire de 500 millions de dollars avec Israël alors que la population s'inquiète de la complicité de l'Inde dans les crimes israéliens

Comité national palestinien du BDS (BNC)/Inde

Le Comité national palestinien pour le Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BNC) salue l'annulation d'un accord sur des missiles pour 500 millions de dollars entre l'Inde et Israël, comme « un coup dur » à l'industrie militaire d'Israël.

21 novembre 2017 – Hier, les médias ont rapporté que le ministère indien de la Défense avait abandonné l'accord de 500 millions de dollars avec la manufacture d'armes israélienne Rafael Advanced Defense Systems pour ses systèmes de missiles. Des années durant, l'accord a été célébré dans les médias internationaux et finalisé après la visite du Premier ministre Narendra Modi en Israël, en juillet. En août, Rafael Advanced Defense Systems et son partenaire indien Kalyani Strategic Systems ouvraient une usine à Hyderabad pour la fabrication de ces systèmes de missiles.

L'accord a été annulé après que la Defense Research Development Organisation (Organisation pour la Recherche et le Développement) de l'Inde, gérée par l'État, a affirmé que l'Inde ne devait pas importer cette technologie israélienne.

Jamal Juma', coordinateur de la Campagne palestinienne Stop the Wall et membre du secrétariat du BNC a déclaré :

« La décision de l'Inde d'abandonner cet accord d'armes massives avec Israël porte un coup terrible à l'industrie d'armement israélienne. Cet accord de 500 millions de dollars aurait alimenté l'industrie militaire d'Israël, industrie qui est profondément impliquée dans les crimes de guerre commis contre le peuple palestinien.

« C'est aussi un revers majeur pour la prétention sans mesure de la propagande d'Israël que sa technologie serait indispensable au développement et à la modernisation de l'Inde. Comme de nombreux Indiens le reconnaissent, Israël commercialise ses technologies militaires et agricoles en Inde et tente de cimenter la dépendance indienne vis-à-vis d'Israël.

« Israël cherche un flux d'argent indien pour son propre profit et aider à financer ses guerres criminelles et son régime d'apartheid. »

L'Inde est de loin le plus important importateur mondial d'armes israéliennes, et Israël profite d'une influence pratiquement sans égale dans le système militaire indien. Israël équipe l'armée indienne avec des canons israéliens, l'armée de l'air et la marine indiennes avec des avions et des missiles israéliens, et il fournit aussi les systèmes de communication et de technologie à tous les niveaux de l'armée indienne.

Au cours des deux dernières décennies, les relations militaires Inde-Israël n'ont cessé de se renforcer en dépit de divers scandales de corruption et d'échecs techniques.

Des tendances similaires ont commencé à faire surface dans d'autres secteurs également. L'Association des paysans de l'Inde (AIKS), forte de 16 millions d'agriculteurs, a approuvé l'appel palestinien pour le BDS (Boycott, Désinvestissement et

Sanctions) *« afin de défendre les droits du peuple palestinien et de s'opposer à la prise de contrôle des sociétés du secteur agricole indien par des entreprises israéliennes »*.

Les membres de l'Assemblée de l'État du Telengana ont dénoncé la semaine dernière les voyages, parrainés par l'État, d'agriculteurs indiens en Israël comme *« un gaspillage d'argent »*.

Omar Barghouti, co-fondateur du BNC a déclaré :

« Nous espérons que c'est le début de la fin de la complicité indienne dans les violations flagrantes d'Israël du droit international et des droits de l'homme des Palestiniens. En tant que Palestiniens, nous demandons au peuple indien de conserver son fier héritage d'engagement pour l'indépendance, de développer des connaissances locales et de respecter les luttes des autres peuples pour se libérer du colonialisme et de l'apartheid.

« Le régime d'oppression d'Israël ne pourra jamais être un modèle pour la grande nation indienne qui, autrefois, a conduit le Mouvement des non-alignés et défendu le droit de toutes les nations à l'autodétermination. Israël exporte en Inde ce qu'il connaît le mieux : la technologie qui réprime, militarise et dépossède le peuple de ses droits à la terre et à l'eau. L'Inde est mieux sans cela. »

La semaine dernière, il a été annoncé que des sociétés pétrolières et de gaz naturel soumissionnaient pour des droits de forage dans les champs gaziers revendiqués par Israël, en dépit des nombreuses controverses liées aux litiges territoriaux sur ces champs. En août, le groupe indien Adventz a signé un mémorandum d'entente pour développer le tramway de Jérusalem d'Israël, lequel dessert les colonies d'Israël construites en toute illégalité dans et autour de Jérusalem-Est occupée.

Omar Barghouti a dit :

« Alors que d'importantes multinationales – comme Veolia, Orange et G4S – abandonnent leurs projets illégaux en Israël en raison des pressions efficaces du BDS, Israël a commencé d'entraîner l'Inde dans des accords à risques juridiques et politiques. Les entreprises indiennes seraient bien avisées d'éviter de se faire aspirer dans les violations d'Israël des droits de l'homme et de plus en plus de grosses sociétés internationales refusent de se laisser impliquer dans une telle complicité. C'est contraire à l'éthique, et c'est mauvais pour les affaires à long terme. »

Le Comité national palestinien du BDS (BNC) est la plus importante coalition de la société civile palestinienne. Elle dirige et soutient le mouvement mondial pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions pour les droits des Palestiniens. Suivez nous sur *Facebook* et sur *Twitter @BDSmovement*.

Source: BDS Movement

Traduction : JPP pour BDS France